



Manuela FERNANDEZ
Nadia VERNAET
Julien VERNAET

Siège social : 20 avenue Paul Ramadier 12300 DECAZEVILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2021

A l'assemblée générale de l'Association ACCES LOGEMENT INSERTION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ACCES LOGEMENT INSERTION relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre entité à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note « Changement de méthode » de l'annexe des comptes annuels concernant l'impact de la comptabilisation pour la première fois dans les comptes de la provision pour indemnités de fin de carrière.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, sur la présentation d'ensemble des comptes et sur les procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes, notamment pour ce qui concerne :

Principes comptables suivis

Rappelés dans l'annexe, nous avons pu apprécier leur caractère approprié ainsi que leur correcte application. Nous avons notamment vérifié que les impacts du changement de méthode concernant la provision pour indemnités de fin de carrière étaient correctement comptabilisés.

Estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes

L'exercice sous examen n'a pas donné lieu à des estimations comptables significatives.

Présentation d'ensemble des comptes

Les informations figurant dans les états annuels contribuent de manière satisfaisante à la présentation d'une image fidèle de l'association au 31 décembre 2021.

Procédures de contrôle interne concourant à l'élaboration des comptes

Au cours de notre intervention, nous nous sommes notamment assurés que les procédures de contrôle interne mises en place par la direction de votre association, réduisaient le risque d'anomalie significatives pouvant affecter les comptes annuels, résultant d'erreurs ou de fraudes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la

capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

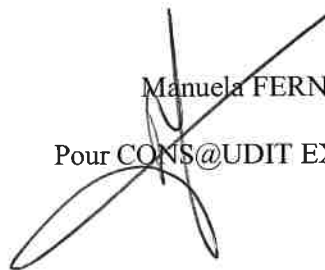
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à SAINT-JEAN-DE-VEDAS, le 24 mars 2022

Le commissaire aux comptes

Manuela FERNANDEZ

Pour CONS@UDIT EXPERTS

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, positioned over the printed name and affiliation.

A OCUEL ECOUTE SOLIDARITE LOGE I

Edition du : 01/01/2021 au 31/12/2021

Soldes N-1 de l'exercice

BILAN SYNTHETIQUE

Avec brouillard

Hors simulation

ACTIF	Exercice N		N-1		PASSIF	Exercice N net	Exercice N-1 net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net			
Actif immobilisé :					Capitaux propres		
Immobilitisations incorporelles					Capital		
- Fonds commercial					Ecart de réévaluation		
- Autres					Réserves :		
Immobilitisations corporelles	199 229	70 010	129 218	64 230	- Réserve légale		
Immobilitisations financières	2 903		2 903	1 927	- Réserves réglementées		
TOTAL I	202 132	70 010	132 122	66 157	- Autres		
Actif circulant :					Report à nouveau	257 515	270 332
Stocks et en-cours (autres que marchandises)					Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(11 412)	8 589
Marchandises					Provisions réglementées	119 466	79 000
Avances et acomptes versés sur commandes					TOTAL I	365 569	357 922
Créances :					Provisions pour risques et charges (II)		
Clients et comptes rattachés	2 223	2 251	(28)		Dettes	23 224	
Autres	83 346		83 346	53 022	Emprunts et dettes assimilées		
Valeurs mobilières de placement					Avances et acomptes reçus sur commandes		
Disponibilités (autres que caisse)	235 807		235 807	294 098	Fourisseurs et comptes rattachés	8 524	7 581
Caisse	514		514	634	Autres	46 684	39 917
TOTAL II	321 891	2 251	319 640	347 753	TOTAL III	55 207	47 498
Charges constatées d'avance (III)	3 822		3 822	3 075	Produits constatés d'avance (IV)	11 583	11 566
TOTAL GENERAL (I+II+III)	527 845	72 261	455 584	416 985	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	455 584	416 985

ACCUEIL ECOUTE SOLIDARITE LOGE I
Edition du : 01/01/2021 au 31/12/2021
Soldes N-1 de l'exercice

COMPTE DE RESULTAT SYNTHETIQUE

Avec brouillard Hors simulation

CHARGES (Hors taxes)	Exercice N Net	Exercice N-1 Net	PRODUITS (Hors taxes)	Exercice N net	Exercice N-1 net
CHARGES D'EXPLOITATION :			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises			Ventes de marchandises		27 758
Variation de stock (marchandises)			Production vendue (biens et services)	37 351	
Achats d'approvisionnement	36 449	27 503	Production stockée		
Variation de stock (approvisionnement)			Production immobilisée		299 695
Autres charges externes	107 409	93 449	Subventions d'exploitation	276 554	29 960
Impôts, taxes et versements assimilés	2 022	2 639	Autres produits	40 415	
Rémunération du personnel	155 277	168 128	Produits financiers	580	945
Charges sociales	51 860	55 141			
Dotations aux amortissements	15 216	4 100			
Dotations aux provisions	1 818				
Autres charges	796	109			
Charges financières					
TOTAL (I)	370 846	351 069	TOTAL (I)	354 900	358 359
CHARGES EXCEPTIONNELLES (II)			PRODUITS EXCEPTIONNELS (II)	4 534	1 300
IMPOTS SUR LES BENEFICES (III)					
TOTAL DES CHARGES (I+II+III)	370 846	351 069	TOTAL DES PRODUITS (I+II)	359 434	359 659
BENEFICE OU PERTE	(11 412)	8 589			
TOTAL GENERAL	359 434	359 659	TOTAL GENERAL	359 434	359 659



20 avenue Paul Ramadier

12300 DECAZEVILLE

05.65.43.50.13

acces-logement@wanadoo.fr

NOTE ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT 2021

Règles et méthodes comptables :

Les comptes annuels sont établis en euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

L'exercice précédent couvrait la période de janvier 2020 à décembre 2020.

Le total du bilan est de 455 584 €.

Le résultat net comptable est déficitaire de 11 412,32 €.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices.

Règlement comptable :

Depuis l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2020, il a été fait application du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, homologué par Arrêté du 26 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Changement de méthode comptable :

Depuis l'exercice ouvert au 1^{er} Janvier 2021, l'association comptabilise dans ses comptes les indemnités de fin de carrière. Ce changement a été traité selon les dispositions de l'article 122-2 du règlement ANC n° 2014-03 relatif au Plan comptable général, à savoir comme un changement de méthode à l'initiative de l'entité.

L'impact de l'application rétrospective de cette méthode de référence est de - 21 407 € sur le report à nouveau.

Engagement de retraite :

Les Indemnités de Fin de Carrière sont comptabilisées à compter de cet exercice. Elles sont évaluées à 23 224,41 € sur la base des estimations suivantes :

- Méthode prospective : méthode des unités de crédits projetées
- Taux d'actualisation financière annuel des sommes investies : 0,98 %
- Taux de charges patronales moyen pour les cadres : 40,00 %
- Taux de charges patronales moyen pour les non cadres : 35,00 %
- Taux d'évolution salariale minimum : 0 %
- Taux d'évolution salariale maximum : 0 %
- Taux d'évolution salariale moyen : 0 %

Evènements de l'exercice :

L'exercice a été marqué par la crise sanitaire liée à la COVID-19 mais n'a pas eu d'incidence majeure sur l'activité.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition hors frais accessoires et frais d'acquisition des immobilisations ou à leur coût de production hors charges financières.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'usage pour les immobilisations non décomposables à l'origine.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires et hors frais financiers.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Actif immobilisé :

Mouvements des immobilisations brutes

Poste	Valeur au 31/12/2020	Acquisitions	Cessions / Mises rebuts	Valeur au 31/12/2021
Agencements aménagements terrains	5512	0	5512	0
Total immobilisations incorporelles	5512	0	5512	0
Aménagements divers	0	138004,46	0	138004,46
Matériel de transport	35410	0	0	35410
Matériel de bureau et informatique GDV	683	0	0	683
Matériel de bureau et informatique général	5870	0	0	5870
Mobilier	13267	0	4493	8774
Mobilier GDV	10488	0	0	10488
Total immobilisations corporelles	65718	138004,46	4493	199229,46
Cautionnements CH	1927	899	599	2227
Cautionnements Réfugiés	0	676	0	676
Total immobilisations financières	1927	1575	599	2903
Actif immobilisé	73157	139579,46	10604	202132,46

Mouvements des amortissements

Poste	Amortissements au 31/12/2020	Augmentations	Diminutions	Amortissements au 31/12/2021
Agencements aménagements terrains	5512	0	5512	0
Aménagements divers	0	10428	0	10428
Matériel de transport	32870	2540	0	35410
Matériel de bureau et informatique GDV	683	0	0	683
Matériel de bureau et informatique général	5361	509	0	5870
Mobilier	12536	225	4493	8268
Mobilier GDV	9041	310	0	9351
Amortissements et dépréciations	66003	14012	10005	70010

Créances et dettes :

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions :

Les subventions comptabilisées sont celles afférentes à l'exercice, y compris les subventions attribuées à recevoir à la clôture de l'exercice.

Organisme	31/12/2021
Subvention Communauté de Communes CH	18000,00
Subvention Communauté de Communes GDV	81505,25
Subvention CCAS CH	1934,00
ASP	2026,65
Subvention DDETSPP CH	102325,00
Subvention DDETSPP GDV	6500,00
Subvention DDETSPP BG	6230,00
Subvention DDETSPP Migents / Réfugiés	42580,00
Conseil Départemental CH	10980,00
Autres subventions GDV (CLAS)	4745,00
TOTAL	276825,90

Produits à recevoir :

Ils s'élèvent à 81 948 euros au 31/12/2021 et figurent à la ligne « Autres Créances » du bilan actif.
Ils correspondent à :

- Des subventions de collectivités pour 80 835 euros
- Autres produits à recevoir (participation, loyer, APL) 1 113 euros.

Charges à payer :

Elles s'élèvent à 37 727 euros au 31/12/2021 et figurent aux lignes « Fournisseurs et comptes rattachés » & « Autres dettes » du bilan passif.

Elles correspondent à :

- Des factures d'exploitation non parvenues pour 8 524 euros
- La provision pour congés payés, charges sociales comprises, pour 29 203 euros